ARR DICT 2025-572

DEPARTEMENT
VAUCLUSE

CANTON
L'ISLE SUR LA SORGUE

COMMUNE
L'ISLE SUR LA SORGUE

PG/LG//PP/CJ/AP/RV Direction des services Techniques Secteur Gestion du Domaine Public

REPUBLIQUE FRA	Envoyé en préfecture le 11/09/2025 Reçu en préfecture le 11/09/2025	Barner	
Liberté - Egalité - F	Rublié le ID : 084-218400547-20250909-ARRI	DICT2025572-AI	

Mis en ligne le 11 septembre 2025

## ARRETE DU MAIRE

**OBJET:** 

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC par une nacelle avec UNE CIRCULATION TEMPORAIREMENT ALTERNEE PAR DEMI-CHAUSSEE LIMITEE A 30 KM/H ET CONTROLEE PAR FEUX TRICOLORES OU PIQUETS K10 sis à L'ISLE SUR LA SORGUE aux lieux-dits : chemin de la Croix et chemin de Rigaulte pour des travaux de tirage de câble en aéro/souterrain avec ouverture de chambre télécom.

Du lundi 22 septembre 2025 au vendredi 26 septembre 2025 de 08h00 à

18h00.

Le Maire de l'ISLE SUR LA SORGUE,

VU Le code général des collectivités territoriales et ses articles L2211-1, L2212-1, L2212-2,

L2212-4, L2213-1, -2, -4, -5, -6,

VU Le code de la route, et le Décret n° 92-1227 du 23 novembre 1992 modifiant certaines

des dispositions du dit code,

VU Les articles L 113-3, L 141-10 du code de la Voirie routière,

VU La demande formulée par l'entreprise CIRCET ZA Saint Louis allée de la Sariette

84250 Le Thor en date du 05 septembre 2025, instruite par le secteur Gestion du

Domaine Public de la Direction des Services Techniques,

VU L'arrêté n° DJCP 2010-043 du 9 juillet 2010 parvenu en préfecture le 22 juillet 2010

portant réglementation de voirie relative à l'occupation du domaine public dans le cadre

de l'exécution de travaux de voirie et de réseaux divers sur les voies publiques,

VU L'arrêté DAJ 2024-287 du 09 août 2024 visé en Préfecture le 12 août 2024 portant

délégation de fonctions et de signature à Monsieur Ludovic GERMAIN, 7ème Adjoint au

Maire,

VU L'avis favorable du service Prévention et Sécurité Opérationnelle,

VU L'avis favorable du Service Juridique

**CONSIDERANT** Qu'il convient d'instaurer une occupation du domaine public par une nacelle avec une

circulation temporairement alternée par demi-chaussée limitée à 30 km/h et contrôlée par feux tricolores ou piquets K10 aux lieux-dits cités en objet afin de permettre le déroulement des travaux dans toutes les conditions de sécurité et de commodité pour les

riverains, les usagers du domaine public et les intervenants du chantier.

ARRETE

Envoyé en préfecture le 11/09/2025

Recu en préfecture le 11/09/2025



ARTICLE 1

Du lundi 22 septembre 2025 au vendredi 26 septembre de 08h00 à 18h0

travaux, une occupation du domaine public par | UD-084-218400547-20250909-ARRDICT2025572-AI

temporairement alternée par demi-chaussée limitée à 30 km/h et contrôlée par feux tricolores ou piquets K10 sera autorisée aux lieux-dits cités en objet sera autorisée pour permettre à l'entreprise CIRCET de procéder à des travaux de tirage de câble en aéro/souterrain avec ouverture de chambre télécom.

Prescriptions spéciales : **ARTICLE 2** 

Le présent arrêté devra être affiché.

La signalisation sera établie sur la base des schémas CF23, CF24, et de la fiche n°4, du manuel du chef de chantier- routes bidirectionnelles.

Un passage sécurisé sera mis en place pour les piétons.

La zone des travaux devra être sécurisée.

Les abords du chantier devront être nettoyés à chaque départ de l'entreprise.

ATTENTION: L'entreprise sera chargée de prévenir les riverains.

La chaussée devra être rendue à l'identique.

**ARTICLE 3** 

Les pré-signalisations et signalisations routières conformes à la réglementation en vigueur seront mises en place par l'entreprise CIRCET qui sera responsable de leur maintien et de leur suffisance.

La responsabilité de l'entreprise CIRCET sera engagée en cas de non-respect ou par les modifications qu'elle apportera au présent arrêté.

**ARTICLE 4** 

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de la huitième partie de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée des travaux.

La personne chargée de la maintenance de la signalisation 24h/24h pendant toute la durée du chantier est Monsieur BONTEMPS Kevin Tél: 06.98.59.97.48.

**ARTICLE 5** 

Le demandeur devra faciliter le passage des véhicules de Secours, Corps Médicaux, Service des Eaux, EDF-GDF, de Police et de Gendarmerie.

ARTICLE 6

Les droits des tiers sont et demeurent préservés.

ARTICLE 7

Les accès aux propriétés seront préservés.

ARTICLE 8

Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié selon les conditions réglementaires en vigueur, seront constatées par Procès Verbaux et transmises aux tribunaux compétents.

La responsabilité des automobilistes sera engagée dans le cas où les accidents viendraient à se produire par la suite de non observation du présent arrêté.

ARTICLE 9

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à la Préfecture pour contrôle de la légalité, une copie de l'arrêté sera notifiée à l'intéressé, à la Gendarmerie, à la Police Municipale, au Centre de Secours, aux Services Techniques Municipaux. Une copie de l'arrêté sera affichée en Mairie.

**ARTICLE 10** 

Monsieur l'Adjoint au Maire,

Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie, Madame la Responsable du service Prévention et Sécurité Opérationnelle, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Isle sur la Sorgue, le 09 septembre 2025

L'Adjoint délégue à la Circulation, à la Sécurité et à la Voirie,

M Ludovic GERMAIN

GALIIF - FRATE

délu de deux nois compter de sa notification

ARR DICT 2025-572

ARK DIG 1 2025-512

Le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un déla de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nimes ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Conformement aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal.